



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Infrastructure de la Défense  
De Papeete**

## MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

#### Maître de l'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES  
Direction Centrale du Service d'Infrastructure de la Défense  
Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete  
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

#### Acheteur

Monsieur le directeur de l'infrastructure de la défense de Papeete

#### Conducteur d'opération

Division Gestion du Patrimoine  
de la Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete

#### Objet du marché

Projet n° DIDPPT.24005  
**POLYNESIE FRANCAISE – ILE DE TAHITI – COMMUNE DE FAA'A – GROUPEMENT  
AÉRONAUTIQUE MILITAIRE – ZAP - BÂT 08 – HANGAR CIP  
REMPLACEMENT DE LA COUVERTURE ET DES PORTES DU HANGAR**

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

### SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché	4
1-2. Décomposition du marché	4
1-3. Désignation des sous-traitants en cours de marché	4
1-4. Travaux intéressant la défense – Confidentialité – Mesures de sécurité	4
1-5. Maîtrise d'œuvre – CCAG applicable	5
1-6. Conduite d'opération	6
1-7. Contrôle technique	6
1-8. Coordination SPS	6
1-9. Autres intervenants	6
1-10 Documents à produire	6
1-11. Clause d'insertion par l'activité économique	7
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>8</b>
3-1. Nature des prix	8
3-2. Contenu des prix	8
3-3. Variation dans les prix	9
3-4. Paiement des co-traitants et des sous-traitants	10
3-5. Paiement et règlement des comptes.	11
<b>ARTICLE 4. DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS – RETENUES - INDEMNITÉS</b>	<b>13</b>
4-1. Délai(s) d'exécution des travaux	13
4-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution	13
4-3. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	13
4-4. Pénalités diverses	14
4-5. Délais et retenues pour remise de documents fournis après exécution	14
4-6. Cumul et plafonnement	15
4-7. Indemnités d'attente et de dédit	15
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ</b>	<b>15</b>
5-1. Avance	16
5-2. Retenue de garantie	16
<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS</b>	<b>16</b>
6-1. Provenance des matériaux et produits	17
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	17
<b>ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX</b>	<b>17</b>
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	17
8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail	19
8-3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	19
8-4. Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier	20
8-5. Augmentation du montant des travaux	20
8-6. Résiliation du marché	21
<b>ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX</b>	<b>21</b>
9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	21
9-2. Réception	21
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	21
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	21
9-6. Délai de garantie contractuelle	21
9-7. Garanties particulières	21
9-8. Assurances	21
<b>ARTICLE 10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 11. DÉVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>22</b>

<b>ARTICLE 12. LITIGES</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 13. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 14. RÉGIME DES RÉSULTATS</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 15. CERTIFICAT DE BONNE EXÉCUTION DE MARCHÉ (CBEM)</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 16. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</b>	<b>23</b>

Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

ANNEXE 1 – actions pour un chantier responsable

## **ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le remplacement de la couverture et des portes du hangar au sein du groupement aéronautique militaire – Bât 08 – Hangar CIP (GAM) à FAA'A.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **1-2. Décomposition du marché**

#### **1.2.1. Décomposition en lots**

Le marché fera l'objet de 2 lots désignés ci-dessous :

Lot 1 – charpente - couverture

Lot 2 – porte hangar

#### **1.2.2. Décomposition en tranches**

Sans objet

### **1-3. Désignation des sous-traitants en cours de marché**

Le titulaire du marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le modèle de déclaration de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique ainsi que l'assurance prévue à l'article 9.8 du présent CCAP.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement, dans les conditions fixées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique :

- le compte à créditer ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 du code de la commande publique,
- le comptable assignataire des paiements.

### **1-4. Travaux intéressant la défense – Confidentialité – Mesures de sécurité**

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/TVX et aux points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Certaines bases ou établissements des armées, lors d'événements de service de courte durée ou de manœuvres tenues secrètes par l'autorité militaire jusqu'à leur déroulement effectif, sont susceptibles d'être fermés sans préavis. Les travaux sont de ce fait interrompus. La durée fixée pour l'exécution de la prestation ou de la commande, si celle-ci est en cours de réalisation, est d'office prolongée d'une période égale à cet arrêt mais, celui-ci qui n'excède pas le plus souvent quelques jours ne peut donner matière à compensation ou indemnisation.

### *Contrôle élémentaire du personnel*

Conformément à l'instruction ministérielle n°900/ARM/CAB/NP du 15 mars 2021, l'ensemble du personnel que le titulaire souhaite affecter à l'exécution des marchés fera l'objet d'une enquête de sûreté.

Le résultat de l'enquête détermine l'accès ou pas au chantier.

En conséquence, au plus tard une (1) semaine après la date de démarrage de la période de préparation, le titulaire devra fournir à l'acheteur, les fiches individuelles de contrôle élémentaire (FICE) pour l'ensemble du personnel qu'il souhaite affecter à l'exécution du marché.

A titre indicatif cette enquête peut durer **un (1) mois**. La durée de validité de ce contrôle est valable **trois (3) ans**.

Les fiches individuelles vierges sont à récupérer auprès du maître d'œuvre.

**Rappel : Pour les travailleurs étrangers, le titulaire devra fournir les copies des titres de travail les autorisant à exercer une activité salariée en Polynésie Française. Tout étranger titulaire d'un titre dont la validité est périmée, devra être exclu du chantier.**

**Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par l'acheteur et/ou le maître d'œuvre en vue de l'exécution du marché ou pour toute autre cause.**

### **1-5. Maîtrise d'œuvre – CCAG applicable**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

L'État - Ministère des Armées - Direction d'infrastructure de la défense de Papeete  
représenté par :

le Chef de la Section Ingénierie de la Maintenance

qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les décisions du maître d'ouvrage sont transmises par ordre de service à l'adresse postale ou électronique du titulaire. Celui-ci accuse réception de la décision en renvoyant un exemplaire daté et signé par voie électronique, postale ou en mains propres.

Pour l'application de l'article 3.8.2 du CCAG, il appartient au titulaire du marché qui invoquerait un risque de sécurité ou de santé présenté par un ordre de service, de donner des indications précises et les références exactes des textes législatifs ou réglementaires sur lesquels il s'appuie, faute de quoi un éventuel refus d'exécuter de sa part serait irrecevable.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés de Travaux est applicable au présent marché sauf dérogations mentionnées dans le présent document.

Les études d'exécution ainsi que les documents d'exécution des ouvrages (DEO) sont à la charge du titulaire.

## **1-6. Conduite d'opération**

La conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage représentée par :  
L'État - Ministère de des Armées - Direction d'infrastructure de la défense de Papeete  
représenté par :

Le chef de la DIVISION GESTION DU PATRIMOINE (DIV GP).

## **1-7. Contrôle technique**

Pour l'exécution du présent marché, la maîtrise d'ouvrage est assistée d'un contrôleur technique :

La mission de contrôle technique sera assurée par :  
SOCOTEC POLYNESIE  
BP 1704 – 98713 Papeete – Tahiti  
Tél : +689 40 50 68 68  
Courriel : [jerome.chung@socotec.com](mailto:jerome.chung@socotec.com)

## **1-8. Coordination SPS**

Pour l'exécution du présent marché, la maîtrise d'ouvrage est assistée d'un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé dont la mission, de catégorie 2, couvrira notamment la phase de réalisation des travaux.

La coordination en matière de sécurité et protection de la santé sera assurée par :  
Bureau VERITAS – Agence de Tahiti Agence Pacifique Sud  
BP 58 98713 PAPEETE  
Tél : +689 40 54 57 57  
Courriel : [sebastien.rolland-sps@bureauveritas.com](mailto:sebastien.rolland-sps@bureauveritas.com)

## **1-9. Autres intervenants**

### **Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)**

L'OPC de l'opération citée à l'article 1.1 ci-dessus est assuré par :  
Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete (DIDPPT)  
Représenté par le Chef de la Section Maîtrise d'œuvre, (SMO).

## **1-10 Documents à produire**

Le titulaire doit remettre à l'acheteur, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus à l'article Lp 5611-8 du code du travail, soit :

- Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- Un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, en Polynésie française ou à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières transmettent par courrier ou par dématérialisation les documents mentionnés ci-dessus.

**En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 8-6 (Résiliation du marché) du présent CCAP.**

#### **1-11. Clause d'insertion par l'activité économique**

Sans objet

### **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le présent marché est soumis aux dispositions des documents contractuels énumérés ci-après dans la mesure où elles ne sont pas contraires à la législation en vigueur en Polynésie Française au premier jour du mois d'établissement des prix du marché (mois zéro), tel que ce mois est défini à l'article 3-3.2 du présent document.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité.

#### **A - Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement paraphé, daté et signé et ses annexes éventuelles (demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement pour tous les sous-traitants désignés au marché, mise au point éventuelle...),
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et ses annexes éventuelles,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et les plans,
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché
- le mémoire technique du titulaire déposé à l'appui de son offre.

L'exemplaire original de l'ensemble de ces documents est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

Les spécifications non portées au CCTP mais inscrites sur les plans ont même valeur que celles du CCTP.

#### **B - Pièces générales :**

- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG applicables aux marchés publics de travaux ;
- Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S.-D.T.U) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG/TVX) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés des 30 septembre 2021 et 29 décembre 2022 ;
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

## **C – Pièces à délivrer au titulaire**

Les pièces qui sont délivrées sans frais en application de l'article 4.2 du CCAG/TVX sont les suivantes :

- a) à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, une copie des pièces particulières constituant le marché et des pièces contractuelles postérieures à sa conclusion,
- b) à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

## **ARTICLE 3. PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX – RÉGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Nature des prix**

Les ouvrages faisant l'objet du marché seront réglés :

- par application d'un prix global et forfaitaire dont le montant est donné dans l'acte d'engagement.

### **3-2. Contenu des prix**

En complément de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les prix du marché sont réputés tenir compte expressément, en outre :

- de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés ,
- des contraintes liées aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées en application de l'arrêté du 19 mai 2020 ci-joint,
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché, et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des Armées ;
- du déroulement d'autres chantiers, dans l'enceinte desquels l'entrepreneur devra intervenir, selon les modalités qui seront arrêtées par le maître d'œuvre et en concertation avec les titulaires des marchés correspondants ;
- **en tenant compte du fait que le site continuera son activité durant les travaux.**
- des frais d'approvisionnement des équipements et matériaux nécessaires à l'exécution du chantier sur l'Île de Tahiti et sur les chantiers,
- En tenant compte de tous les frais afférents à l'exécution des prestations et à la livraison des équipements définies aux CCTP, et notamment les frais liés :
  - ✓ À l'encadrement ;
  - ✓ aux frais généraux, charges sociales, risques industriels, bénéfices, etc.... ;
  - ✓ à l'assistance au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre par le titulaire du présent marché au cours des instructions des dossiers transmis pour autorisations ou avis aux autorités administratives,



- ✓ à la reprise aux frais du titulaire des études et des travaux résultant d'avis défavorable ou des réserves émises lors de la délivrance de ces autorisations et avis administratifs,
- ✓ aux essais et qualifications ;
- ✓ à toutes primes ou indemnités de sujétions diverses versées au personnel, liés à la nature, au lieu, à l'horaire ou à la durée de travail ; notamment pour heures supplémentaires, de nuit, de week-end et/ou de jour férié ;
- ✓ au déplacement du personnel ;
- ✓ à l'organisation du chantier, la préparation, l'ordonnancement, la planification et le suivi des prestations ;
- ✓ aux moyens techniques et matières consommables nécessaires pour réaliser les prestations ;
- ✓ aux matières, matériels et produits divers mis en œuvre pour réaliser les prestations, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
- ✓ aux dépenses liées à la desserte du chantier et l'amenée des fluides et énergie ainsi que l'évacuation des eaux pluviales et usées quelles que soient leurs origines ;
- ✓ aux outillages y compris outillages spéciaux, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
- ✓ à la protection des installations non concernées par le présent marché mais pouvant être dégradées lors de la livraison, du déchargement et des qualifications des équipements ;
- ✓ à toute remise en état d'installation dégradée lors de la réalisation des prestations et, en particulier, consécutive à l'absence ou à l'inefficacité des protections mises en place par le fournisseur lors de la livraison ;
- ✓ à l'enlèvement et la destruction des déchets, liquides et solides, dont la production est liée à l'activité du contrat ;
- ✓ au conditionnement, à l'emballage, aux moyens de manutention et à la manutention ;
- ✓ à l'assurance ;
- ✓ au stockage ;
- ✓ aux garanties ;
- ✓ au maintien en état de propreté des zones de livraison jusqu'à la réception du marché,
- ✓ aux coûts de transmission des documents d'études, au format papier, au maître d'œuvre, au contrôleur technique, au conducteur d'opération et aux éventuels AMO.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### **3-3.1 Forme des prix**

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées au 3.3.3 et au 3.3.4.

#### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG/TVX, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, le mois à prendre en compte est le mois de la date de remise de l'offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » et est mentionné en page de garde du présent document.

### 3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence / choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index suivant :

#### **BGO 04.1 : couvertures métalliques**

Les index sont ceux publiés par l'institut de la statistique de Polynésie Française (I.S.P.F.).

### 3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte du mois  $n$  est donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 \frac{I_n}{I_o}$$

dans laquelle :

$I_o$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence  $I$  respectivement au mois **zéro** et au mois  $n$  d'exécution des prestations.

La valeur finale de l'index de référence  $I$  à retenir pour le calcul de la révision du prix est celle atteinte à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de leur réalisation si celle-ci est antérieure.

### 3-3.5. Révision provisoire (si prix révisables)

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### 3-3.6. Régime de variation des pénalités, primes et retenues et indemnités

Les pénalités, primes et retenues ne sont pas soumis à variation de prix.

Par dérogation à l'article 10.6 du CCAG/TVX, les indemnités d'attente et indemnités de dédit ne sont ni actualisées ni révisées.

## **3-4. Paiement des co-traitants et des sous-traitants**

### 3-4.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur, ses co-traitants éventuels et leurs sous-traitants éventuels.

### 3-4.2 Modalités de paiement du titulaire et des co-traitants en cas de groupement économique

Dans le cas d'un groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par le mandataire.

### 3-4.3 Paiement des sous-traitants

Conformément aux articles L. 2193-10 et R. 2193-10 du code de la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire dont le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 10% du montant du marché sont payés directement par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues aux articles L. 2193-11 à L. 2193-13 et R. 2193-11 à R. 2193-16 et selon les modalités ci-dessous.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance ainsi que la taxe qui est incluse dans cette somme.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la taxe.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Toutes les attestations de paiement de l'ensemble des sous-traitants agréés devront être jointes à la situation du titulaire sous peine de refus de l'ensemble.

### Sous-traitants ne pouvant bénéficier du paiement direct

Les sous-traitants directs dont le montant du contrat de sous-traitance est inférieur à 10 % du montant du marché et les sous-traitants de sous-traitants directs sont payés par leurs co-contractants.

Le titulaire ou le sous-traitant direct joindra à la déclaration de sous-traitance une copie de la caution personnelle et solidaire (pas de délégation de paiement) qu'il est tenu de délivrer à son sous-traitant en application de l'article L. 2193-14 du code de la commande publique.

A défaut de ce document, les paiements du sous-traitant direct seront bloqués jusqu'à ce que la situation du sous-traitant indirect soit régularisée. L'acheteur s'assurera auprès de l'établissement financier qui fournirait la caution de son existence réelle.

## **3-5. Paiement et règlement des comptes.**

### 3-5.1 Modalités de règlement des comptes

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 12 du CCAG/TVX.

#### *Transmission des états d'acompte mensuels*

Les projets de décompte sont remis par le titulaire mensuellement via le portail CHORUS-PRO (modalités de dépôt au point 3.5.5) conformément aux modèles qui seront remis lors de la première réunion de chantier.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant à régler au titulaire, élabore l'état d'acompte mensuel qu'il transmet au maître d'ouvrage pour mise en paiement via le portail CHORUS-PRO.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage adresse l'état d'acompte au titulaire via CHORUS-PRO dans les délais prévus à l'article 12.2.2 du CCAG/TVX.

#### *Transmission de la demande de paiement finale et décompte général et définitif*

La demande de paiement finale est transmise par le titulaire via le portail CHORUS-PRO.

Par dérogation à l'article 12.4.1 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général qu'il adresse au titulaire via CHORUS-PRO dans les délais prévus à l'article 12.4.2 du CCAG/TVX.

Le titulaire dispose alors de **trente (30) jours** pour retourner au maître d'ouvrage via CHORUS-PRO le décompte général revêtu de sa signature.

Le pouvoir adjudicateur paie les sommes dues en exécution du marché dans un délai maximal de **trente (30) jours** conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique.

#### *Retenues provisoires*

Une ou des retenues provisoires peuvent être appliquées conformément à l'article 4.5 du CCAP.

Dans le cas de retenues provisoires, celles-ci sont opérées sur le dernier décompte mensuel. Lorsqu'elles sont définitives, elles sont payées dans le projet de décompte final adressé par le maître d'ouvrage au titulaire.

#### 3-5.2 Application de la T.V.A

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur

#### 3-5.3. Approvisionnements

Il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnement.

#### 3-5.4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à partir du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Les intérêts moratoires sont déterminés hors taxes.

Le taux des intérêts moratoires applicable au présent marché est calculé selon la réglementation en vigueur.

#### 3-5.5 Dématérialisation des projets de décompte

Dans le cadre de la modernisation de l'économie, du pacte de compétitivité pour les entreprises et dans un souci d'améliorer le délai de paiement, la DID de Papeete, en tant qu'entité du ministère des armées, a l'obligation de s'engager dans la dématérialisation du traitement des factures et des demandes de paiement.

Le titulaire doit déposer gratuitement ses demandes de paiement de façon dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, le titulaire peut consulter la documentation fournie sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communauté-chorus-pro.finances.gouv.fr>

**NOTA :** Si le titulaire n'est pas déjà en possession d'un compte « CHORUS-PRO », avant tout premier dépôt, il prendra contact avec la Section Comptabilité Métier de la DID afin de prendre connaissance de la démarche à suivre :

Téléphone : +689 40 46 30 17 / +689 40 46 30 35

## **ARTICLE 4. DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS – RETENUES - INDEMNITÉS**

### **4-1. Délai(s) d'exécution des travaux**

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux des marchés de l'opération est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution des travaux propres à chacun des lots s'insère dans le délai global d'exécution défini ci avant.

Il tient compte du calendrier prévisionnel d'exécution, ci-dessous précisant ainsi les périodes d'interventions principales relatives à chaque lot (détaillé dans l'article D.2 du CCTP).

Néanmoins chaque titulaire reste tenu d'intervenir durant la totalité du délai global d'exécution autant que besoin.

A partir de ce calendrier prévisionnel d'exécution, chaque titulaire de lot, en concertation avec les autres entrepreneurs, transmettra son planning détaillé d'exécution en tout début de période de préparation.

Tous les plannings seront concaténés et un calendrier détaillé d'exécution global sera établi par le maître d'œuvre. Celui-ci sera alors notifié par ordre de service et deviendra contractuel.

Chaque titulaire sera alors tenu de respecter les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution. Tout retard est sanctionné par l'application des pénalités définies à l'article 4-4 ci-après.

En cours de chantier et avec l'accord des différents titulaires, le représentant du maître d'œuvre peut modifier ce calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global fixé.

Le calendrier ainsi modifié est alors notifié par ordre de service.

Calendrier Prévisionnel d'exécution :

	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12	Mois 13
LOT n°1	PP	PP	PP	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX
LOT n°2	PP	PP	PP			TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX

### **4-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution**

Les stipulations de l'article 18 du CCAG/TVX sont seules applicables.

Pour l'application de l'article 18.2.3 du CCAG/TVX, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constatées contradictoirement avec le titulaire, par le maître d'œuvre se trouvant sur le site et au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries.

Pour application de l'article 18.2.3 1er alinéa du CCAG/TVX, le nombre de jours d'intempéries prévisibles est de dix (10) jours.

### **4-3. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités de retard est plafonné à 25 % du montant total HT de l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/TVX, le montant des pénalités par jour calendaire de retard constaté est de **vingt-cinq mille (25 000) XPF**.

Les pénalités sont encourues, sans mise en demeure, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG/TVX, le titulaire dispose d'un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du montant des pénalités de retard par ordre de service, pour présenter ses observations à l'acheteur et/ou le maître d'œuvre.

#### **4-4. Pénalités diverses**

##### 4-4.1 Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier d'un ou des entrepreneurs convoqué(s), une pénalité hors taxe fixée à **quinze mille (15 000) XPF** sera appliquée.

Cette pénalité sera appliquée sur simple constatation par le maître d'œuvre de l'absence ou retard supérieur à **vingt (20) minutes** à une réunion de chantier.

##### 4-4.2 Manquement aux règles d'hygiène et de sécurité

Les mesures d'hygiène et de sécurité jugées nécessaires par le chargé de prévention ou le coordonnateur SPS devront être mises en application immédiatement ou selon un délai maximal précisé par ordre de service. En cas de manquement, de non prise en compte d'un premier appel ou de récidive, une pénalité journalière de **vingt-cinq mille (25 000) XPF** sera appliquée à compter de la date de l'ordre de service prescrivant ces injonctions.

##### 4-4.3 Non fourniture de documents

4-4.3.1 En cas de non fourniture de documents en cours d'exécution de chantier ou durant la période de préparation, le titulaire encourt une pénalité journalière hors taxes par document fixée à **dix mille (10 000) XPF**.

Cette pénalité sera appliquée par le maître d'œuvre sur simple constatation de l'absence de remise des dits documents.

##### 4-4.3.2 Sanctions du non-respect de l'obligation environnementale

Les pénalités suivantes seront appliquées en cas de non-respect des obligations correspondantes figurant, selon leur nature, dans le mémoire technique du titulaire du marché et dans le CCTP :

- pénalité pour non-fourniture des bordereaux prévus à l'article C2 CCTP DG, que ceux-ci émanent du titulaire ou de ses sous-traitants : un montant de 100 000 XPF.

#### **4-5. Délais et retenues pour remise de documents fournis après exécution**

Conformément à l'article 40 du CCAG travaux, les documents à fournir après exécution sont remis au maître d'œuvre au plus tard lors de sa demande de réception des travaux. Ainsi, le titulaire a pour obligation de fournir à cette date d'une part le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O) et son annexe le dossier de maintenance des lieux de travail (D.M.L.T) ainsi que l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE), plans et autres documents tels que définis et prescrits à l'article D.5 du CCTP – Dispositions générales.

Par dérogation aux articles 40.1, 41.1 et 19.3 du CCAG Travaux, le défaut de remise de ces documents par le titulaire à la date de demande de réception des travaux ou la non validation (incomplets et/ou non conformes) et réception par le maître d'œuvre des documents remis peut entraîner la non recevabilité par le maître d'ouvrage de la prise en compte de l'avis de mise en place des OPR. La décision de rejet est notifiée par OS par le maître d'œuvre.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage applique une pénalité forfaitaire de :

- **500 000 XPF HT** pour un plan,
- **1 200 000 XPF HT** pour le D.I.U.O et son annexe la D.M.L.T,
- **3 000 000 XPF HT** pour le DOE,

Il fixe au titulaire un délai de 30 jours pour fournir le/les dossier(s), la/les pièce(s), le/les plan(s) manquant(s) ou non conforme(s) afin de valider la demande de mise en place des OPR.

En l'absence de réponse du titulaire dans le délai de 30 jours, une mise en demeure est notifiée au titulaire par le maître d'ouvrage avec l'application d'une retenue provisoire de :

- **1 400 000 XPF HT** pour un plan non fourni,
- **3 500 000 XPF HT** pour le D.I.U.O et son annexe la D.M.L.T non fourni,
- **9 000 000 XPF HT** pour le DOE non produit ou non conforme.

Le maître d'œuvre procède alors, le titulaire ayant été convoqué, aux OPR. Chaque retenue fait l'objet d'une réserve particulière inscrite au procès-verbal des opérations préalables à la réception et sur la décision de réception. Les retenues provisoires sont opérées sur le dernier décompte mensuel.

Si les documents ne sont pas remis dans le délai indiqué selon la décision de réception signée du maître d'ouvrage, les pénalités forfaitaires ne sont pas appliquées et la/les retenue(s) provisoires deviennent définitives, dans les conditions décrites à l'article 3.5.1 du présent C.C.A.P.

#### **4-6. Cumul et plafonnement**

Toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/TVX, il n'y a pas de montant plancher pour l'application des pénalités, les pénalités sont dues dès le 1er franc pacifique.

Par dérogation à l'article 19.2.2, du CCAG/TVX, le montant total des pénalités appliquées au marché ne peut excéder 25 % du montant HT du marché.

En application de l'article 19.2.4 du CCAG/TVX, le titulaire dispose d'un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du montant des pénalités par ordre de service, pour présenter ses observations à l'acheteur et/ou le maître d'œuvre.

#### **4-7. Indemnités d'attente et de dédit**

Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente ni de dédit.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

## 5-1. Avance

Conformément à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, une avance **de 30 %** est versée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 5.966.587 XPF HT (50.000 € HT) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à **deux (2) mois**, sauf refus de sa part formulé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance donnant lieu au paiement direct.

En application de l'article 10, Option A du CCAG/TVX, cette avance sera versée au titulaire du marché quelle que soit la définition du titulaire au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises.

### 5-1.1 - Modalités de calcul et de remboursement de l'avance

Si le délai maximal N d'exécution du marché exprimé en mois est inférieur ou égal à **douze (12) mois**, le montant de l'avance est, en prix de base, égal à **30 %** du montant du marché initial TTC.

Si le délai N est supérieur à **douze (12) mois**, le montant de l'avance est égal au produit de ces 30 % par 12/N, N étant exprimé en mois.

Le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant initial TTC du marché et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

### 5-1.2 – Paiement de l'avance

Le paiement de l'avance intervient sans formalités, dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations qui correspondent à l'avance.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

### 5-1.3 – Versement de l'avance aux sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-19 et R. 2193-20 du code de la commande publique, les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent prétendre, quel que soit le montant des prestations réalisées, au versement d'une avance, sur leur demande. Cette avance ne pourra excéder **30 %** du montant des prestations sous-traitées.

Dans le cas où le titulaire sous-traite une partie du marché après sa notification, celui-ci devra rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

## 5-2. Retenue de garantie

Sans objet.

## ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS



### **6-1. Provenance des matériaux et produits**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

En outre, il est fait interdiction au titulaire, à ses co-traitants et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété.

### **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG/TVX et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le laboratoire du bâtiment et des travaux publics de Polynésie Française.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le laboratoire du bâtiment et des travaux publics de Polynésie Française.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché ; s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

## **ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Piquetage général**

Sans objet

### **7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Sans objet

## **ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation de trois (3) mois incluse dans le délai d'exécution du marché tel que mentionné à l'article 3 de l'acte d'engagement, et détaillé dans l'article D.2 du CCTP.

Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

Il est procédé au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

- a) par les soins du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre
  - délivrance des autorisations d'accès comme défini au 1.4 ci-dessus,
  - mise à disposition des sources d'énergie dans les conditions fixées à l'article 8.3.1 ci-après,
  - désignation de lieux de dépôt provisoires des matériels et matériaux comme défini à l'article 8.3.1 ci-après,
- b) par les soins du titulaire
  - établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini au 1.4 ci-dessus et remise des FICE au plus tard **une (1)** semaine après notification du démarrage de la période de préparation ;
  - établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires au démarrage des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/TVX et dans le respect des délais, en tenant compte des durées d'approvisionnement ;
  - établissement du planning de réalisation des travaux ; par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG, ce calendrier d'exécution devient le calendrier contractuel d'exécution dès sa notification par ordre de service.
  - établissement des documents relatifs aux installations de chantier et ouvrages provisoires prévus à l'article 28.2 du CCAG/TVX;
  - établissement d'un plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG/TVX à soumettre au visa du maître d'œuvre qui recueillera l'avis du chef de corps. Cette obligation est applicable à chaque co-traitant et sous-traitant éventuel ;
  - remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine, adressée à l'inspection du travail compétente ;  
 Contrôle général des armées  
 Inspection du travail dans les armées  
 60 rue du général Martial Valin  
 CS 21 623  
 75009 PARIS Cedex 15  
 Mail : [cga.ita.fct@intradef.gouv.fr](mailto:cga.ita.fct@intradef.gouv.fr)  
 Téléphones : +33 9 88 68 21 93 ou +33 9 88 68 22 10
  - établissement de la déclaration d'intervention de commencement des travaux (DICT) et expédition vingt jours au moins (jours fériés non compris) avant la date de début des travaux aux organismes concernés,
  - remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des projets de décompte mensuels,
  - établissement et présentation, si le maître d'œuvre en fait la demande, en prix élémentaires, de la décomposition détaillée du prix global forfaitaire, dans les conditions de l'article 9.3.1 du CCAG/TVX (cette décomposition ne devra pas modifier les montants partiels figurant à l'état des prix forfaitaires fourni avec l'acte d'engagement),
  - les autres documents prévus au CCTP seront fournis dans des délais compatibles du calendrier détaillé d'exécution et/ou conformément aux délais mentionnés au CCTP,
  - fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 9.8 ci-après,

**. Les travaux ne peuvent commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.**

a) Consignes particulières

Les horaires de travail du titulaire et de ses sous-traitants devront s'inscrire dans les mêmes plages horaires que celles de l'établissement, qui sont les suivantes :

- les lundi, mardi et jeudi : de 6 h 30 à 16 h 10.
- les mercredi et vendredi de 6 h 30 à 12 h 30.

S'il souhaite travailler en dehors des heures ci-dessus le titulaire devra en faire la demande avec un préavis de 3 jours ouvrés.

## **8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail**

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

En complément à l'article 29.1.4 du CCAG/TVX, tous les documents d'exécution établis par le titulaire sont transmis au maître d'œuvre sous format papier en un (1) exemplaire, et un exemplaire sous format informatique.

**Conformément au 3ème alinéa de l'article 29.1.5 du CCAG/TVX**, le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à **15 jours**. Si, dans ce délai, le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit fournir, **dans un délai de 5 jours** par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG/TVX, l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter. Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre sur les documents corrigés ou complétés est fixé à 15 jours à compter de la réception de ces dits documents.

## **8-3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

### 8-3.1. Facilités données par le maître d'ouvrage

Des emplacements sont mis à la disposition du titulaire pour ses installations de chantier.

La charge de réalisation des installations communes de chantier et de leur maintenance sont définis au CCTP.

Reste à la charge de l'ensemble des entrepreneurs les frais de réparation et de remplacement des ouvrages, installations, fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas où une imputation à une entreprise particulière paraît impossible à déterminer et que les conditions de protection ont été correctement mise en place.

Compte tenu de la taille du chantier, et par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue. Elle est remplacée par la somme des comptes-rendus de réunions de chantier notifiés systématiquement par ordres de service.

### 8-3.2. Alimentation et consommation des fluides

Les points de raccordement aux réseaux sont déterminés par le maître d'œuvre.

La consommation en électricité et la consommation en eau seront à la charge du maître d'ouvrage

### 8-3.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et protection de la santé.

### 8-3.4. Mesures de sécurité contre l'incendie

#### a) Travaux par points chauds - permis de feu

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de collage, etc..., le titulaire du marché devra obligatoirement obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui fera délivrer un permis de feu (formalité indispensable exigée par les compagnies d'assurance contre l'incendie).

#### b) Protection contre l'incendie

Le titulaire du marché devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- l'installation obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche,
- la désignation obligatoire sur le chantier, d'un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

### 8-3.5. Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone

Dès la phase de préalerte, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires afin de pouvoir procéder à la mise en sécurité du chantier dès le déclenchement de la phase d'alerte. Cette mise en sécurité concernera l'ensemble du chantier :

- arrimage des installations de chantier et des éventuels locaux provisoires ;
- sécurisation des zones de stockage des matériels et matériaux ;
- sécurisation des dépôts provisoires de matériaux et matériels en attente d'évacuation;
- sécurisation des zones de chantier...

### **8-4. Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier**

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/TVX, le titulaire informe immédiatement le maître d'œuvre et rend compte au maître d'ouvrage.

### **8-5. Augmentation du montant des travaux**

Par dérogation aux articles 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG Travaux, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par l'acheteur.

À défaut d'une telle décision, les travaux exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles du dépassement initial. Ce montant se substitue au montant contractuel pour l'application des articles 14 et 15 du CCAG Travaux.

Un avenant au marché viendra ultérieurement confirmer la décision de l'acheteur, néanmoins, dans le cas d'un marché à prix mixtes ou sur prix unitaires, l'acheteur se réserve le droit d'émettre une simple décision de poursuivre.

#### **8-6. Résiliation du marché**

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 49 à 52 inclus du CCAG/TVX.

Toutefois, par dérogation à l'article 50.4 du CCAG/TVX, en cas de résiliation du marché par l'acheteur pour motif d'intérêt général, le maximum de l'indemnité auquel pourra prétendre le titulaire ne pourra excéder 5 % du montant du marché, une telle demande devant être dûment justifiée dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision de résiliation, sous peine de forclusion.

### **ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX**

#### **9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP sont assurés sur le chantier par le maître d'œuvre contradictoirement avec le titulaire.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG/TVX relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

#### **9-2. Réception**

Les stipulations du CCAG/TVX sont seules applicables.

Pour certains travaux (notamment le désamiantage), l'obtention des bordereaux de suivi de déchets constitue une composante essentielle de l'engagement de l'entreprise titulaire du marché et de ses sous-traitants éventuels, ainsi que la condition de la réception, toutes réserves levées, des ouvrages en cause.

#### **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

#### **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

#### **9-6. Délai de garantie contractuelle**

Le délai de garantie contractuelle ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

#### **9-7. Garanties particulières**

Sans objet.

#### **9-8. Assurances**

Dans un délai de **15 (quinze)** jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et les entrepreneurs intervenants doivent justifier qu'ils ont contracté (en fournissant une copie du contrat) :

- une assurance permettant de garantir leur responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations et portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie conformément à l'art. 8.1.1 du CCAG/TVX.

## ARTICLE 10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays.

## ARTICLE 11. DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tout chantier génère des impacts et nuisances sur l'environnement : production de déchets (non dangereux, dangereux et inertes), atteinte à la biodiversité, bruit, poussière, consommation d'énergie...

Face à ce constat, la Direction d'infrastructure de la défense de Papeete (DID PPT) demande à tous les acteurs du présent marché de trouver des solutions pratiques à mettre en œuvre et définir des prescriptions simples pour limiter l'impact sur l'environnement conformément à la réglementation, tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles.

Cette charte « Chantier Responsable » est une démarche participative et partagée. Elle permet à tous d'avoir les mêmes objectifs :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier,
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers,
- Limiter les pollutions de proximité lors du chantier,
- Limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge,
- Limiter les impacts sur la biodiversité et, d'une manière plus générale, sur les milieux,
- Avoir un document de référence soutenu par l'ensemble de la profession (entreprises, bureaux d'étude, maîtres d'œuvre, conducteurs d'opération...) et des maîtres d'ouvrage.

Ainsi, pour la mise en œuvre de bonnes pratiques **dès le début du chantier jusqu'à la fin de ce dernier (phase de repli)**, la DID PPT demande au titulaire :

- d'identifier un référent pour cette démarche de chantier responsable ;
- de présenter à la remise de son offre, tout justificatif démontrant la mise en œuvre des dispositions mentionnées à l'annexe 1 du CCAP.
- de poursuivre son engagement au cours de l'exécution du présent marché, et de le justifier par tout moyen.

En application de l'article 20.2.1 du CCAG, le contrôle effectif du respect de ces obligations se fera au vu de la production des bordereaux correspondants, tels que prévus à l'article 36.2.2 du CCAG.

En cas d'absence de démarche responsable significative, l'acheteur peut résilier le marché conformément à l'article 50.3.1 du CCAG de référence.

## ARTICLE 12. LITIGES

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 2 mois à compter de la date de réception du mémoire en réclamation du titulaire du marché pour lui notifier sa décision motivée.

Toute contestation survenant entre l'administration et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses du marché, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision de l'acheteur du marché.

L'administration et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif national de règlement amiable ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

Les petites et moyennes entreprises pourront également solliciter la mission PME du ministère des armées : [minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr](mailto:minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr)

En dernier ressort, le tribunal administratif de la Polynésie française est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'administration au titulaire.

### **ARTICLE 13. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION**

Dans le respect des stipulations de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut inclure au marché, par avenant, des travaux supplémentaires qui sont devenus nécessaires.

### **ARTICLE 14. RÉGIME DES RÉSULTATS**

Le régime des résultats est conforme aux dispositions de l'article 48 du CCAG/TVX.

### **ARTICLE 15. CERTIFICAT DE BONNE EXÉCUTION DE MARCHÉ (CBEM)**

La DID de PAPEETE peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de la DID de PAPEETE qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. En effet, la délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) : la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire à l'acheteur, le Directeur d'Infrastructure de la Défense de PAPEETE.

### **ARTICLE 16. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) sont apportées aux articles suivants du CCAG/TVX :

- dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TVX par l'article 2 du CCAP,
- dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG/TVX par l'article 3.3.2 du CCAP,
- dérogation à l'article 10.6 du CCAG/TVX par l'article 3.3.6 du CCAP,
- dérogation aux articles 12.2.2 et 12.4.1 du CCAG/TVX par l'article 3.5.1 du CCAP,
- dérogation aux articles 19.2.2, 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG/TVX par l'article 4.3 du CCAP,
- dérogation aux articles 40.1, 41.1 et 19.3 du CCAG/TVX par l'article 4.5 du CCAP,
- dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG/TVX par l'article 4.6 du CCAP,
- dérogation à l'article 27.3.1 et 27.4 du CCAG/TVX par l'article 7.2 du CCAP,
- dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG-Travaux par l'article 8.1 du CCAP,

- dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG/TVX par l'article 8.2 du CCAP,
- dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux par l'article 8.3.1 du CCAP.
- dérogation à l'article 33 du CCAG/TVX par l'article 8-4 du CCAP,
- dérogation aux articles 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/TVX par l'article 8-5 du CCAP,
- dérogation à l'article 50.4 du CCAG/TVX par l'article 8.6 du CCAP,
- dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG/TVX par l'article 12 du CCAP.